



## Arrêt

**n° 88 538 du 28 septembre 2012  
dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,  
et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et  
à la Lutte contre la Pauvreté**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 27 septembre 2010, par X, qui se déclare de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de « la décision de refus de visa prise à son encontre le 26 août 2010, et qui lui a été notifiée le 6 septembre 2010 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'arrêt n° 47 924 du 9 septembre 2010.

Vu l'ordonnance du 7 septembre 2012 convoquant les parties à l'audience du 28 septembre 2012.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me CAMARA *loco* Me M. SANGWA POMBO, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause**

1.1. Le 9 mars 2006, la requérante a introduit une demande de visa long séjour en vue d'un regroupement familial avec son père, M. [A.L.], ressortissant belge. Le visa lui a été refusé le 4 juillet 2006.

1.2. Le 6 décembre 2007, la requérante a signé, auprès du Consulat de Belgique à Tanger, une déclaration d'option de la nationalité belge sur la base de la nationalité belge de son père, en vertu de l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, 2°, du Code de la Nationalité belge. Le 2 avril 2008, le Procureur du Roi de Bruxelles a émis un avis négatif vis-à-vis de cette demande, notifié à la requérante le 12 juin 2008. La

requérante a introduit un recours à l'encontre de cet acte d'opposition devant le Tribunal de première instance en date du 17 juin 2008. Le Tribunal de première instance de Bruxelles a fixé une première fois l'audience au 26 novembre 2009 en requérant la comparution en personne de la requérante.

1.3. La requérante a dès lors introduit, le 24 juillet 2009, une demande de visa de type « court séjour » afin de pouvoir comparaître à cette audience. Cette demande a été rejetée par une décision du 10 août 2009, lui notifiée le 14 août 2009. Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, la requérante a introduit un recours en annulation et suspension à l'encontre de cette décision auprès du Conseil de céans. Par un arrêt n° 35 813 du 14 décembre 2009, le Conseil a rejeté ledit recours.

1.4. L'audience devant le Tribunal de première instance ayant été reportée, la requérante a introduit une deuxième demande de visa le 27 janvier 2010, afin de comparaître à l'audience de remise fixée au 11 février 2010. Cette demande a fait l'objet d'une décision de refus de visa prise le 4 février 2010, qui n'a pas été attaquée.

1.5. Par un jugement du 15 avril 2010, le Tribunal de première instance a fixé la cause au 9 septembre 2010 afin de permettre à la requérante de comparaître en personne.

1.6. Le 10 août 2010, la requérante a dès lors introduit une troisième demande de visa court séjour afin de pouvoir comparaître à l'audience du 9 septembre 2010.

1.7. En date du 24 août 2010, la partie défenderesse a pris, à l'égard de la requérante, une nouvelle décision de refus de délivrance d'un visa, notifiée à celle-ci le 26 août 2010.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

*« Références légales :*

*Le visa est refusé sur base de l'article 32 du règlement (CE) N° 810/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas*

*\* L'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiés*

*\* Autres :*

*La requérante est attendue par le Tribunal de 1ere Instance de Bruxelles le 09/09/2010. Néanmoins, le visa est refusé car les conditions d'entrée sur le territoire Schengen ne sont pas toutes rencontrées. En effet, la couverture financière du séjour n'est pas établie. La requérante a une prise en charge de son "frère" qui prouve au moyen de ses fiches de paie qu'il perçoit [sic] un salaire d'ouvrier sous contrat CPAS art. 60. La prise en charge établie par le garant est donc refusée puisqu'un contrat de travail art. 60 CPAS ne constitue pas une garantie financière couvrant une période de 2 ans (laps de temps pendant lequel le garant est solidairement responsable avec l'étranger).*

*La requérante n'offre également pas de garanties suffisantes de retour étant donné qu'elle est célibataire, sans preuves d'attaches réelles au pays et sans emploi. ».*

1.8. Le 7 septembre 2010, la requérante a introduit, auprès du Conseil de céans, un recours en suspension selon la procédure d'extrême urgence de la décision de refus de visa précitée. Dans son arrêt n° 47 924 du 9 septembre 2010, le Conseil a rejeté ledit recours pour défaut d'extrême urgence.

1.9. Par un courrier du 15 septembre 2010, le conseil de la requérante a été informé par le greffe du Tribunal de première instance de Bruxelles que l'affaire de la requérante était fixée à l'audience du 17 février 2011.

1.10. A l'audience, la requérante dépose un courrier adressé à son conseil par le greffe du Tribunal de première instance de Bruxelles le 3 octobre 2011, attestant de la remise de son affaire au 2 février 2012.

## **2. Exposé du moyen d'annulation**

2.1. La requérante prend un moyen unique « de la violation de l'article 32 du règlement CE 810/2009 du Parlement européen et Conseil (sic) du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas, de l'article 5 paragraphe 2 du règlement 562/2006/CE, de l'article 13 de la Convention Européenne des droits de l'Homme, De l'article 3 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 1 à 3 de la loi du 21 juillet

1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de proportionnalité, de l'erreur manifeste d'appréciation, de l'excès de pouvoir et du défaut de motivation ».

2.1.1. En ce qui s'apparente à une *première branche*, la requérante rappelle le texte de l'article 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et soutient qu'elle « désire venir en Belgique en raison de la procédure en option de nationalité pendante devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles, lequel Tribunal exige sa présence en Belgique nonobstant le fait qu'[elle] soit représentée par un avocat ; (...) Qu'à cet égard, Votre Haute Juridiction a estimé que "il ressort d'une telle motivation que la partie défenderesse a négligé de prendre en compte le contexte particulier d'une procédure judiciaire dont elle connaît parfaitement les tenants et les aboutissants puisqu'elle a été amenée à rendre un avis sur la demande d'acquisition de la nationalité belge de la requérante. Elle n'a pas davantage pris en considération que la comparution de l'intéressée devant le Tribunal de Première Instance constituait selon toute apparence, le motif principal de la demande de visa, laquelle ne peut avoir fait l'objet du commentaire 'urgent' dans le document de transmission précité, ni avoir fait l'objet d'un rappel en date du 6 octobre 2009. Elle ne rencontre enfin en aucune manière la nécessité, exprimée par la requérante de comparaître en personne devant ledit Tribunal ". Qu'il convient de rappeler qu'en l'espèce, la nécessité pour [elle] de comparaître en personne devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles est prescrit légal (*sic*) confirmé dans le jugement du 14 avril 2010 dudit Tribunal ».

La requérante rappelle ensuite l'obligation de motivation des actes administratifs qui incombe à la partie défenderesse et avance qu'« en l'espèce la motivation de la partie adverse est inadéquate ».

2.1.2. En ce qui s'apparente à une *deuxième branche*, la requérante expose que « la partie adverse refuse la prise en charge produite (...), bien qu'étant suffisante pour le séjour qu'elle doit effectuer, au motif qu'un contrat de travail article 60 ne constitue pas une garantie financière couvrant une période de 2 ans (laps de temps pendant lequel le garant est solidairement responsable avec l'étranger) ; Qu'il convient à cet égard de rappeler que même en étant au chômage, après son contrat article 60, lequel par ailleurs peut être prorogé après une année, [son] garant (...) disposera des revenus suffisants pour couvrir [son] séjour (...) ».

La requérante poursuit en soutenant qu'« il convient de rappeler qu'[elle] n'a pas effectué une demande de visa touristique mais bien en raison de la nécessité de comparaître devant le Tribunal de Première Instance exigeant sa présence en vue du bon déroulement de sa procédure et ce conformément à l'article 12§4 du Code de la Nationalité Belge ; Que cette motivation viole également le principe de proportionnalité ». Elle rappelle ensuite le prescrit de l'article 5, § 2, du règlement 562/2006/CE, et avance qu'« en l'espèce, [elle] désire venir en Belgique en raison de la procédure en option de nationalité pendante devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles, lequel Tribunal exige sa présence en Belgique nonobstant le fait qu'[elle] soit représentée par un avocat ; (...) Qu'il n'appartient, par ailleurs pas, à l'Office des Etrangers, de décider de l'importance de la présence de l'intéressée au cours de cette audience, au risque d'entraver le bon déroulement de la justice et de faire preuve d'excès de pouvoir (voir décision du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 3 novembre 2009) (...) ».

2.1.3. En ce qui s'apparente à une *troisième branche*, la requérante cite le texte de « l'article 32 du règlement CE 810/2009 du Parlement européen et [du] Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas ». Elle soutient ensuite qu'« en l'espèce, [elle] a produit une prise en charge suffisante en vue de la durée de son séjour et de son retour dans son pays d'origine ; Qu'elle a fourni (*sic*) une justification valable quant à l'objet de son voyage de sorte qu'aucun doute raisonnable ne peut être émis quant à l'authenticité des pièces justificatives présentées (...) ni à la fiabilité de [ses] déclarations (...) et encore moins à sa volonté de quitter le territoire à l'expiration de son visa et ce d'autant plus que la décision du Tribunal de Première Instance sur l'option de nationalité ne peut lui être notifiée que dans son pays d'origine (la demande ayant été faite à partir de son pays d'origine) ; (...) Que [la] motivation de la partie adverse laisse sous entendre (*sic*) que les étrangers n'exerçant pas d'activité lucrative, bien que pris en charge, ne peuvent pas franchir les frontières de l'espace européen et n'ont pas droit à un procès équitable ; Que par ailleurs, cette motivation laisse sous entendre (*sic*) que les personnes ne pouvant être pris (*sic*) en charge durant deux ans ne peuvent pas non plus bénéficier d'un procès équitable puisque ne pouvant pas se présenter à une audience qui ne durera que quelques heures ; Qu'il ressort par ailleurs de la lettre du Ministre de l'Intérieur au Ministre des Affaires Etrangères, [qui lui a été] remise (...) par l'ambassade lors de sa première demande de visa, que lorsqu'un visa est demandé par un étranger désirant obtenir la nationalité par option ou par déclaration, le visa ne peut être rejeté que pour des motifs d'ordre public à apprécier au cas par cas (...) ; Que

partant la partie adverse, se contentant d'une motivation stéréotypée, a fait preuve d'erreur manifeste d'appréciation ; Que partant, le moyen est sérieux. ».

### 3. Discussion

A titre liminaire, sur le moyen unique, le Conseil constate qu'en termes de requête, la requérante se limite à invoquer la violation du seul article 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en application duquel « *toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles* ». Or, cette disposition n'a pas d'existence indépendante, en ce sens qu'elle ne s'applique qu'aux personnes qui allèguent simultanément une violation d'un droit ou d'une liberté reconnu par cette Convention (cf. en ce sens : C.E., n°90.024 du 3 octobre 2000). Dès lors, en tant qu'il est pris de la violation de cette seule disposition, le moyen unique est irrecevable.

3.1. Sur le reste du moyen unique, toutes branches réunies, le Conseil observe que l'acte attaqué est fondé sur l'article 32 du Règlement (CE) N°810/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas, lequel dispose ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article 25, paragraphe 1, le visa [prévu pour une durée totale n'excédant pas trois mois sur une période de six mois à compter de la date de la première entrée sur le territoire des États membres] est refusé :

a) si le demandeur:

(...)

ii) ne fournit pas de justification quant à l'objet et aux conditions du séjour envisagé,

iii) ne fournit pas la preuve qu'il dispose de moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans son pays d'origine ou de résidence, ou pour le transit vers un pays tiers dans lequel son admission est garantie, ou n'est pas en mesure d'acquiescer légalement ces moyens (...).

Il ressort de cette disposition que la partie défenderesse, qui doit notamment évaluer les risques d'immigration illégale que présenterait le demandeur, dispose d'un large pouvoir d'appréciation à l'égard des demandes qui lui sont soumises par les ressortissants des pays tiers à l'Union européenne et à l'espace Schengen. Le Conseil considère, cependant, que lorsqu'elle examine chaque cas d'espèce, l'autorité compétente n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement.

A cet égard, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, ainsi qu'à la juridiction compétente d'exercer son contrôle à ce sujet.

Sur ce dernier point, le Conseil ajoute que, dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est appelé à exercer en présence d'un recours semblable à celui de l'espèce, s'il lui incombe de vérifier si l'autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si l'autorité a donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens, RvSt., n°101.624, 7 décembre 2001 et C.E., n°147.344, 6 juillet 2005), il n'est, en revanche, pas compétent pour substituer sa propre appréciation des faits à celle de l'autorité compétente.

En l'espèce, le Conseil observe à la lecture de l'acte attaqué que la partie défenderesse a refusé à la requérante de lui délivrer un visa aux motifs qu'il n'existe pas de preuve suffisante quant à la couverture financière du séjour de la requérante, laquelle n'apporte pas non plus de garanties suffisantes de retour dans son pays d'origine.

Le Conseil constate qu'il ressort des pièces du dossier administratif que la requérante a fourni, à l'appui de sa demande de visa, notamment, trois fiches de paie de son frère, M. [R.J.], pour les mois d'avril, mai et juin 2010, dont il ressort que celui-ci est en effet engagé en tant qu'« ouvrier art. 60§7 ». A cet égard, le Conseil relève que l'article 60 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dispose comme suit :

« §7. Lorsqu'une personne doit justifier d'une période de travail pour obtenir le bénéfice complet de certaines allocations sociales ou afin de valoriser l'expérience professionnelle de l'intéressé, le centre

*public d'action sociale prend toutes les dispositions de nature à lui procurer un emploi. Le cas échéant, il fournit cette forme d'aide sociale en agissant lui-même comme employeur pour la période visée.*

*La durée de la mise à l'emploi visée à l'alinéa précédent, ne peut être supérieure à la durée nécessaire à la personne mise au travail en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales. ».*

Partant, la partie défenderesse a pu considérer à bon droit dans la décision attaquée qu'« *un contrat de travail art. 60 CPAS ne constitue pas une garantie financière couvrant une période de 2 ans (laps de temps pendant lequel le garant est solidairement responsable avec l'étranger)* », dès lors qu'il ressort expressément des termes de la disposition précitée que le contrat de travail dans lequel est engagé le frère de la requérante a par essence une durée limitée et prendra fin dès que le travailleur se trouvera dans les conditions pour bénéficier des allocations sociales, et par conséquent se retrouvera à charge des pouvoirs publics.

Par ailleurs, il ressort également de la lecture des pièces du dossier que la requérante est célibataire et sans profession au Maroc.

Dès lors, au regard de ces éléments, il appert, et de manière patente, que la requérante n'a pas justifié les conditions du séjour envisagé, et ne dispose pas des moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays d'origine. Partant, l'affirmation de la requérante, selon laquelle la motivation de la décision attaquée est stéréotypée et inadéquate, n'est pas fondée.

Le Conseil constate qu'en termes de requête, la requérante ne conteste pas utilement les motifs de l'acte attaqué. Elle cite ainsi l'enseignement d'un arrêt de « *Votre Haute Juridiction* », qu'elle reste cependant en défaut d'identifier, et elle ne précise pas non plus en quoi les circonstances et l'enseignement de cet arrêt seraient transposables à son cas d'espèce.

Elle affirme ensuite que « *même en étant au chômage, après son contrat article 60, lequel par ailleurs peut être prorogé après une année, [son] garant (...) disposera des revenus suffisants pour couvrir [son] séjour (...)* », mais elle n'avance aucun élément concret pour soutenir cette allégation.

Il en va de même de l'argument selon lequel « *aucun doute raisonnable ne peut être émis quant à (...) sa volonté de quitter le territoire à l'expiration de son visa et ce d'autant plus que la décision du Tribunal de Première Instance sur l'option de nationalité ne peut lui être notifiée que dans son pays d'origine (la demande ayant été faite à partir de son pays d'origine)* », cet élément relevant de la pure hypothèse.

Quant à la circonstance que la requérante « *n'a pas effectué une demande de visa touristique mais bien en raison de la nécessité de comparaître devant le Tribunal de Première Instance exigeant sa présence en vue du bon déroulement de [la] procédure (...)* ; Qu'elle a [fourni] une justification valable quant à l'objet de son voyage », le Conseil observe que quand bien même la présence personnelle de la requérante est effectivement requise par le Tribunal de Première Instance de Bruxelles dans le cadre de la procédure d'obtention de la nationalité belge, il n'en demeure pas moins que cette invitation à comparaître ne dispense pas la requérante de remplir les conditions afférentes à toute demande de visa, *quod non* en l'espèce. Contrairement à ce que soutient la requérante, la partie défenderesse ne s'est nullement prononcée sur « *l'importance de [sa] présence (...) au cours de cette audience* », mais elle a, à bon droit, vérifié le respect des conditions mises à l'octroi du visa. Il ne peut pas non plus être reproché à la partie défenderesse d'avoir eu égard, à juste titre, au fait que la requérante est sans emploi. En effet, il ne peut être contesté que l'exercice d'une activité lucrative constitue une garantie importante de retour et qu'à *contrario*, l'absence d'une telle garantie peut raisonnablement amener la partie défenderesse à craindre une volonté migratoire. Cette approche repose donc sur une justification objective et raisonnable.

Enfin, la requérante se réfère à une « *lettre du Ministre de l'Intérieur au Ministre des Affaires Etrangères* » qui lui aurait été remise par l'ambassade lors de sa première demande de visa et selon laquelle le visa ne pourrait être refusé que pour des raisons d'ordre public. Le Conseil observe que si cette lettre figure effectivement au dossier administratif, elle date cependant de 1998, et n'est dès lors clairement plus d'actualité dans le cas d'espèce, la législation applicable aux demandes de visa étant désormais régie par le Règlement (CE) N°810/2009 du 13 juillet 2009 précité, ainsi que par le Règlement 562/2006/CE du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes, de sorte que les observations émises par le Ministre apparaissent obsolètes.

3.2. Partant, il appert que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

#### **4. Débats succincts**

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit septembre deux mille douze par :

Mme V. DELAHAUT, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme C. MENNIG, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

C. MENNIG

V. DELAHAUT